

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

RM/vg

Commission du Développement durable

Procès-verbal de la réunion du 10 mars 2010

ORDRE DU JOUR :

1. Adoption des procès-verbaux des réunions des 24 février et 3 mars 2010
2. 5798 Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses Etats membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006
 - Rapporteur : Monsieur Marc Spautz
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6107 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
 - Rapporteur : Monsieur Marc Spautz
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. Prise de position de la Chambre des Députés relative au Plan national pour un développement durable
 - Présentation de la prise de position, suivie d'un échange de vues
5. Présentation des documents européens suivants :

COM (2010) 4 : COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS - Options possibles pour l'après 2010 en ce qui concerne la perspective et les objectifs de l'Union européenne en matière de biodiversité
 - Rapporteur : Monsieur Marcel Oberweis
COM (2010) 11 : RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN sur les exigences de durabilité concernant l'utilisation de sources de biomasse solide et gazeuse pour l'électricité, le chauffage et le refroidissement

- Rapporteur : Monsieur Marcel Oberweis

6. Divers

*

Présents : M. François Bausch, M. Eugène Berger, M. Fernand Boden, M. Lucien Clement, M. Fernand Diederich, M. Fernand Etgen, Mme Marie-Josée Frank, M. Camille Gira, M. Claude Haagen (remplaçant Mme Lydia Mutsch), M. André Hoffmann, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Ben Scheuer, M. Marc Spautz,

M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures,
M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures,

Mme Marguy Kohlen, M. Claude Origer, M. Jeannot Poeker, M. Frank Reimen, M. Frank Wolff, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures,

Mme Francine Cocard, Mme Rachel Moris, du Greffe de la Chambre des Députés

*

Présidence : M. Fernand Boden, Président de la Commission

*

1. Adoption des procès-verbaux des réunions des 24 février et 3 mars 2010

Les procès-verbaux des réunions des 24 février et 3 mars 2010 sont adoptés.

2. 5798 Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses Etats membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

Monsieur le Rapporteur présente son projet de rapport, pour les détails duquel il est prié de se référer au document parlementaire 5798². Ce projet de rapport ne soulève pas de question et il est adopté à l'unanimité des membres présents.

Il est précisé que l'on se trouve dans le cas de figure d'une dévolution de puissance souveraine, alors que des modifications aux annexes de l'Accord multilatéral peuvent intervenir sans le consentement des parties contractantes. Le projet de loi devra dès lors

être voté à une majorité qualifiée dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution.

La Commission du Développement durable propose le modèle de base pour les discussions en séance publique.

3. 6107 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Monsieur le Rapporteur présente son projet de rapport, pour les détails duquel il est prié de se référer au document parlementaire 6107². Le projet de rapport ne soulève pas de question et il est adopté à l'unanimité des membres présents.

La Commission du Développement durable propose le modèle n°1 pour les discussions en séance publique.

4. Prise de position de la Chambre des Députés relative au Plan national pour un développement durable

Monsieur le Président de la Commission rappelle qu'aux termes de l'article 11, paragraphe 3 de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, l'avant-projet de Plan national pour un développement durable (PNDD) est soumis pour avis à la Chambre des Députés et au Conseil Supérieur pour un développement durable. L'avis du CSDD a été publié en janvier 2010.

Monsieur le Président rappelle également qu'en date du 23 septembre 2009, Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures était venu présenter ce projet de Plan devant la commission parlementaire. Lors de cette même réunion, il avait été retenu que Monsieur Marcel Oberweis se chargerait de rédiger un projet de prise de position au nom de la Commission du Développement durable.

Monsieur Marcel Oberweis présente le projet de prise de position, pour les détails duquel il est prié de se référer au document annexé au présent procès-verbal.

Suite à cette présentation, les membres de la commission parlementaire procèdent à un échange de vues concernant la procédure à adopter en ce qui concerne l'élaboration de la prise de position de la Chambre des Députés à l'égard de cet avant-projet de Plan.

A cet égard, les membres des partis d'opposition sont d'avis que la procédure adoptée par la Commission n'est pas optimale. Ils estiment en effet que plusieurs réunions auraient dû être consacrées à ce sujet et que, seulement suite aux débats, un projet de prise de position aurait dû être rédigé. Or, en l'occurrence, il n'y a pas eu de discussion en la matière et Monsieur Marcel Oberweis a rédigé un document, sans en référer au préalable à la Commission. Suite à bref échange de vues au cours duquel il est notamment rappelé qu'une première discussion a bien eu lieu en date du 23 septembre 2009 lorsque Monsieur le Ministre délégué a présenté l'avant-projet de Plan à la commission parlementaire, il est finalement décidé que chaque groupe ou sensibilité politique qui le souhaite pourra, dans un délai de deux semaines, faire parvenir une prise de position écrite d'environ une page à Monsieur Marcel Oberweis. Ce dernier demande à ce que les différentes prises de position restent globales et ne s'attachent pas à des points de détail. Il précise en outre que le travail qu'il a effectué est à considérer comme un travail préparatoire et qu'il souhaite amender le

document, afin que ce dernier reflète l'avis global de la Commission, en tenant compte des prises de position écrites et orales de chaque parti politique.

La question se pose ensuite de savoir si la prise de position de la Commission du Développement durable sera, oui ou non, discutée en séance publique. Certains membres de la Commission estiment que, pour donner une crédibilité à la prise de position, celle-ci doit être adoptée par les Députés réunis en séance plénière. D'autres membres pensent au contraire que la prise de position sera simplement transmise au Gouvernement par courrier via le Président de la Chambre. Il est à cet égard rappelé qu'en début de législature, il avait été retenu que : « *la Commission du Développement durable (...) sera amenée à rédiger un avis en la matière, le cas échéant en requérant l'aide d'une autre commission parlementaire. L'avis sera ensuite transmis au Gouvernement via le Président de la Chambre* »¹.

Toujours au niveau procédural, mais en ce qui concerne cette fois le respect de la procédure fixée par la loi précitée du 25 juin 2004, il est rappelé que le paragraphe 4 de l'article 11 de la loi dispose que « *Le Ministre arrête les mesures permettant de donner à l'avant-projet de Plan la notoriété la plus étendue possible et de consulter la population sur ce sujet* ». Suite à certaines critiques, Monsieur le Ministre délégué explique que plusieurs actions ont été prises dans ce contexte. Il cite notamment la publication de l'avant-projet de PNDD sur le site Internet du Ministère en octobre 2009 ainsi que la parution d'annonces dans la presse écrite en décembre 2009, invitant les citoyens à donner leur avis sur l'avant-projet de PNDD. Si ces deux actions n'ont eu qu'un succès très marginal, les réactions à l'avant-projet de PNDD ont été plus importantes durant l'*Oekofoire*, lors de laquelle le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a pu s'adresser directement aux visiteurs de son stand. Dans le même ordre d'idées, il est précisé que trois tables rondes ont été organisées avec la société civile, avant même que l'avant-projet de PNDD n'ait été finalisé.

A cet égard, il est fait référence à la suggestion du CSDD dans sa prise de position écrite, à savoir l'organisation d'un grand débat public avec la société civile. Monsieur le Ministre délégué fait valoir que cette suggestion correspond exactement à ce que le Conseil de Gouvernement vient de décider avec la constitution d'un partenariat pour l'environnement et le climat. Ce partenariat est un processus de concertation regroupant tous les acteurs intéressés (représentants de l'État, du patronat, des syndicats, des communes et des ONG travaillant dans les secteurs concernés). Il prévoit l'élaboration d'un deuxième Plan d'action national de réduction des émissions de gaz à effet de serre visant à poursuivre la mise en œuvre des objectifs de Kyoto, ainsi que la préparation d'un Plan national d'adaptation aux conséquences du changement climatique, à arrêter en 2011 conformément au programme gouvernemental. La mise en place de ce partenariat aboutira à l'identification de mesures concrètes dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique et, dans un stade ultérieur, il permettra de poursuivre la consultation publique une fois que le PNDD définitif sera approuvé, et ceci notamment dans le respect de l'article 12 (3) de la loi précitée du 25 juin 2004 qui dispose que « *Le Ministre arrête les mesures permettant de donner au Plan la notoriété la plus étendue possible* ».

*

Quant au fond, la Commission décide d'examiner de manière parallèle l'avant-projet de PNDD et le document élaboré par Monsieur Marcel Oberweis.

Il apparaît évident aux membres de la commission parlementaire que l'analyse de l'avant-projet de Plan doit être faite à deux niveaux :

¹ Extraits du procès-verbal de la réunion du 16 septembre 2009. Ce procès-verbal a été adopté par la Commission du Développement durable le 23 septembre 2009.

1. une analyse générale de l'avant-projet, qui cherchera à vérifier si le Plan répond aux attentes que l'on peut avoir d'un tel Plan, s'il avance les bonnes pistes et s'il permettra à notre pays de se développer dans la durabilité ;
2. une analyse plus ciblée, sur le détail des différentes mesures qui y sont proposées.

1. Remarques générales sur l'avant-projet de PNDD

Les membres de la Commission constatent que l'avant-projet est un document substantiel, qui comporte de nombreuses propositions intéressantes, mais ils regrettent le fait que les 155 mesures proposées aient toutes été placées au même niveau et n'aient pas été hiérarchisées par ordre de priorités.

En outre, l'avant-projet de Plan ne fixe aucune échéance, aucun objectif daté. De surcroît, il ne propose pas de pistes, de recommandations concrètes. Il se borne à énumérer 155 mesures, sans réfléchir à la transposition politique nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Certains intervenants regrettent également le manque d'évaluation critique du premier PNDD. Ils sont pourtant d'avis que ce monitoring serait essentiel pour ne pas reproduire les erreurs du passé. Il serait à cet égard utile de s'interroger sur le quasi-immobilisme des dix dernières années, malgré le fait que les quatorze tendances non durables aient déjà été plus ou moins identifiées en 1999.

La même réflexion vaut pour les indicateurs. Les derniers indicateurs datent de 2002. Or, il est essentiel de définir des indicateurs actualisés, notamment pour permettre aux responsables gouvernementaux d'orienter leurs politiques. Monsieur le Ministre délégué explique que le Gouvernement est en train de mettre en place, ensemble avec Eurostat, de nouveaux indicateurs.

L'avant-projet de Plan ne tient pas compte de l'évolution de la situation économique des derniers mois ni du fait que, depuis qu'il a été finalisé, certains indicateurs se sont détériorés (chômage, précarité, situation budgétaire de l'Etat, disparition éventuelle du secret bancaire, ...). Or, ces données doivent être intégrées. Le nouveau Gouvernement aurait dû retravailler l'avant-projet de Plan, et l'adapter à la nouvelle répartition ministérielle et à la crise économique.

L'avant-projet de Plan n'a pas été mis en œuvre dans le cadre d'une politique intégrée. En effet, bien que le document soit censé avoir été écrit par un groupe interministériel, l'on devine souvent les origines de certains paragraphes.

Certains intervenants ne peuvent donc que constater que l'avant-projet de PNDD est une bonne base de discussion, mais qu'il comporte des imperfections et qu'il faut y apporter des améliorations substantielles.

Suite à ces différentes critiques, Monsieur le Ministre délégué explique que le Gouvernement est tout à fait conscient du fait que les échéances et les priorités font, à ce stade, défaut. Si, d'un côté, il souhaite que la Chambre des Députés soit impliquée dans le processus de priorisation par le biais de sa prise de position, il rappelle en outre que le Plan n'est, à l'heure actuelle, pas définitif et qu'il n'en est qu'à la phase d'avant-projet. Il fait également valoir que la définition des priorités, la transposition politique de ces priorités, la fixation des échéances et l'évaluation du premier PNDD seront largement débattues dans le cadre du processus de partenariat pour l'environnement et le climat évoqué ci-dessus.

Les membres de la Commission du Développement durable saluent unanimement la mise en place de ce partenariat.

2. Remarques plus circonstanciées

Les représentants des partis de l'opposition regrettent qu'à la fois l'avant-projet de PNDD et le projet d'avis élaboré par Monsieur Marcel Oberweis n'aillent pas jusqu'au bout de leur réflexion. Ainsi, si des problèmes sont identifiés et pointés du doigt, l'on ne cherche, la plupart du temps, pas de solution pour améliorer la situation. Sont notamment cités :

- la gestion de la problématique du *Tanktourismus*. Dans ce contexte, les chiffres doivent être clarifiés, en tenant compte non seulement des recettes, mais également des coûts rattachés à ce phénomène et de son évolution future dans le contexte de l'harmonisation fiscale européenne ;
- l'incomplétude de la réflexion concernant la précarisation de certaines tranches de la population ou de celle concernant l'intégration de la population étrangère. En effet, dans ces deux cas de figure, seules des solutions stéréotypées sont envisagées pour remédier à ces deux problèmes pourtant très importants ;
- le manque de propositions afin d'intégrer la durabilité dans l'esprit des citoyens ;
- la mauvaise gestion du cadastre des anciennes décharges et des sites contaminés.

*

Les membres de la Commission commentent encore très brièvement l'avis du CSDD sur l'avant-projet de PNDD. Ils constatent tout d'abord que le Conseil Supérieur approuve la première partie du Plan. Cette première partie, dans laquelle sont listées les quatorze tendances non durables, est jugée courageuse et réaliste par le CSDD, mais le Conseil Supérieur est beaucoup plus critique envers la seconde partie de l'avant-projet². Le groupe parlementaire *déi gréng* déclare partager en grande partie l'analyse du CSDD.

*

Suite à plusieurs questions afférentes, les représentants gouvernementaux signalent que :

- ils viendront présenter, dès que possible, les chiffres concernant les émissions nationales de CO₂ pour l'année 2009 à la Commission du Développement durable ;
- les trois Plans d'actions de lutte contre le bruit (grands axes routiers, grands axes ferroviaires et aéroport de Luxembourg) sont en train d'être finalisés et une version définitive des Plans sera soumise au Conseil de Gouvernement pour adoption au cours du premier trimestre 2010 ;
- les quatre Plans directeurs sectoriels primaires sont, à ce jour, encore dans une phase d'avant-projets de Plans et que de nombreux points restent encore en suspens. A cet égard, les membres de la Commission sont informés qu'un projet de loi modifiant la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire sera prochainement déposé à la Chambre des Députés. Il est précisé que les modifications de la loi de 1999 s'y articuleront autour de quatre axes :
 - o la précision des compétences et du rôle de coordination du ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions ;
 - o la création de la possibilité d'introduire un droit de préemption et de créer des réserves foncières ;
 - o la création d'un instrument juridique de détermination de la valeur des terrains à exproprier ;

² „Dieser zweite Teil des PNDD erscheint durch seine Inkohärenzen und seine mangelnde Lesbarkeit wie ein Sammelsurium guter Vorsätze und schon beschlossener Maßnahmen“, page 6 de l'avis du CSDD.

- la simplification de certains aspects au niveau de l'élaboration de nouveaux Plans respectivement de la modification des Plans existants.

Etant donné que ce projet, une fois qu'il sera voté, écourtera sensiblement la procédure d'élaboration des Plans sectoriels, Monsieur le Ministre propose de ne déposer les projets de Plans sectoriels qu'une fois que cette loi sera entrée en vigueur.

*

Pour finir, il est procédé à quelques remarques purement ponctuelles concernant le texte de Monsieur Marcel Oberweis :

- A la page 4 du document, la phrase : « *Luxemburg kann trotzdem nicht auf die Einnahmen in Höhe von nahezu 1,8 Milliarden € aus diesem Wirtschaftszweig verzichten, ohne nennenswerte Einbußen in seiner Lebensqualität zu erleiden. Es muss zu einem schrittweisen Umdenkprozess kommen* » devra se lire : « *Luxemburg kann trotzdem nicht auf die Einnahmen in Höhe von nahezu 0,8 Milliarden € aus diesem Wirtschaftszweig verzichten, ohne nennenswerte Einbußen in seiner Lebensqualität zu erleiden. Es muss zu einem schrittweisen Umdenkprozess kommen* » ;
- Toujours à la page 4 du document, la phrase : « *neue Bahnlinie über Bettemburg nach Esch-Alzette, nach Petingen und Athus sowie neue Bahnlinie für den TGV* » n'est pas tout à fait exacte et devra être modifiée pour refléter la réalité. A cet égard et suite à une question afférente, Monsieur le Ministre estime que le but de la présente réunion n'est pas de définir quelles sont les lignes ferroviaires dont la construction est prioritaire, mais il répète, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises, que les lignes desservant Pétange et Bettembourg sont des priorités absolues, plus urgentes à réaliser que la ligne directe entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg-ville ;
- A la page 10 du document, la phrase : « *Die kurzfristige Erarbeitung einer Strategie für die nachhaltige Entwicklung in Zusammenarbeit mit der Universität Luxemburg wird diesen Prozess beschleunigen* » devra être modifiée afin de prendre en compte le fait qu'en date du 5 mars dernier, le Conseil de Gouvernement a approuvé des mesures prioritaires pour la mise en place de la stratégie nationale d'éducation au développement durable. Cette stratégie comporte la définition d'une série de pistes d'action concernant notamment l'intégration de l'éducation au développement durable au niveau de l'enseignement formel (scolaire, universitaire, formation continue) et non formel (maisons relais, politique des jeunes, collaboration avec les ONG), ainsi que l'amélioration de la coordination entre les différents acteurs.

5.

Présentation des documents européens suivants :

COM (2010) 4 : COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS - Options possibles pour l'après 2010 en ce qui concerne la perspective et les objectifs de l'Union européenne en matière de biodiversité

COM (2010) 11 : RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN sur les exigences de durabilité concernant l'utilisation de sources de biomasse solide et gazeuse pour l'électricité, le chauffage et le refroidissement

Ce point n'a pas été abordé.

6. **Divers**

Monsieur le Président informe les membres de la Commission que l'échange de vues avec les responsables des Chemins de Fer Luxembourgeois, prévu en date du 17 mars prochain, a dû être reporté au 14 avril 2010.

La réunion du 17 mars 2010 sera donc consacrée à un échange de vues avec une délégation du Parlement des jeunes, à l'examen de deux documents européens et aux conclusions qu'il convient de tirer suite à la visite des hauts fourneaux d'Esch-Belval.

Luxembourg, le 15 mars 2010

La secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
Fernand Boden

Ein nachhaltiges Luxemburg für mehr Lebensqualität

In dem Vorprojekt „Ein nachhaltiges Luxemburg für mehr Lebensqualität“ vom 9. März 2009 geht es um die Frage, wie wir morgen leben und welches Erbe wir an die nachkommenden Generationen weiter geben wollen.

Die nachhaltige Entwicklung, wie sie von der Brundtlandkommission festgelegt wurde, beruht auf dem Gedanken, den Planeten so zu behandeln, dass sowohl die Bedürfnisse der aktuellen Generation sowie auch diejenigen der künftigen Generationen befriedigt werden können. Diese Entwicklung ist, laut Aussage der ersten UNO-Umweltkonferenz von 1992, gekennzeichnet durch die enge Verzahnung von drei Pfeilern: Wirtschaft, Umwelt und Gesellschaft,

Das Vorprojekt „Ein nachhaltiges Luxemburg für mehr Lebensqualität“ beruht auf **fünf übergeordneten Grundprinzipien**:

1. Erhalt einer hohen Lebensqualität und eines hohen Grades an menschlicher Entwicklung für die in Luxemburg lebende und arbeitende Bevölkerung; Selbstverwirklichung durch Freiheit in Verantwortung
2. Respektierung der ökologischen, sozialen und kulturellen Rechte der zukünftigen Generationen und der anderen Nationen der Erde, insbesondere der Problematik des Nord-Süd-Gefälles
3. Respektierung der ökologischen Grenzen und der Regenerationsfähigkeit der Natur bei der Nutzung der uns zustehenden natürlichen Ressourcen.
4. Schutz des sozialen Zusammenhalts der Gesellschaft durch Gerechtigkeit und Solidarität
5. Sicherung des wirtschaftlichen Wohlstands durch die Entwicklung einer zukunftsfähigen Wirtschaft mittels Diversifizierung und sozial-ökologischer Innovationen.

Ausgelöst durch den Klimawandel und seinen Konsequenzen für Mensch und Biodiversität, die anstehende prekäre Energieversorgung sowie die schwerwiegende Finanz- und Wirtschaftskrise muss sich Luxemburg neuen Herausforderungen stellen. Politik muss sich künftig stärker nach den Prinzipien der nachhaltigen Entwicklung ausrichten.

Dass sich die luxemburgische Gesellschaft nicht nachhaltig entwickelt, unterstreicht die Auflistung der 14 Tendenzen mit belastender Konsequenz für Mensch und Umwelt in Kapitel 1. Hingegen haben die Autoren der Studie in Kapitel 2 die 18 Qualitätsziele ausgelotet, welche es Luxemburg erlauben, eine Strategie der nachhaltigen Entwicklung mit konkreten Handlungszielen zu erarbeiten.

Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass dieses Vorprojekt die Folgeausgabe der ersten Ausgabe des „Nationalen Plan für eine nachhaltige Entwicklung“ darstellt, welcher 1999 von der damaligen Regierung verabschiedet wurde. Die Hauptelemente dieses Plans waren: die leistungsstarke und nachhaltige Wirtschaft, der Schutz der Umwelt und der natürlichen Ressourcen, die sozioökonomische Gerechtigkeit und die soziale Absicherung.

Im weiteren Verlauf wurden diese Grundvoraussetzungen durch folgende Unterstützungsstrategien ergänzt: die internationale Zusammenarbeit, die integrierte Raumplanung, die nachhaltige Entwicklung in den Gemeinden sowie die Information, die Bildung und die Weiterbildung.

Dieser Plan wurde im Jahr 2007 einer kritischen Bewertung unterzogen und man erkannte markante Defizite. Es waren dies u.a. die Übernutzung der natürlichen Ressourcen ,der hohe Biodiversitätsverlust, der hohe Flächenverbrauch, die Bodenübernutzung und die Zerstückelung der Landschaften mit negativen Auswirkungen auf Landschaft und Erholung, die ungebremste Klimaveränderung vor allem durch den ständig wachsenden Energieverbrauch, die anhaltende Zunahme des Transports mit negativen Folgen für Energie- und Flächenverbrauch sowie für die Verkehrssicherheit.

Auch bemängelte man den Anstieg der Armut in Teilen der Gesellschaft und man erkannte die Gefährdung des Zusammenhalts der Gesellschaft. Die soziale Kohäsion war also in Frage gestellt.

Im Kapitel 1 werden die 14 Tendenzen aufgelistet, die die nachhaltige Entwicklung gefährden.

1. Übernutzung der natürlichen Ressourcen, Verlust der biologischen Vielfalt durch nicht nachhaltigen Konsum und Produktion

1.1 Die biologische Vielfalt hat in den vergangenen Jahrzehnten abgenommen, u.a. durch das Wachstum der städtischen Ballungsgebiete und die Schaffung von Industrie- und Gewerbebezonen im ländlichen Raum sowie den Bau von Infrastrukturen. Außerdem verstärkt der Klimawandel diesen Negativtrend. Im Waldbestand lassen sich auch negative Einflüsse hinsichtlich des Waldgesundheitszustandes erkennen.

1.2. Das beständige Wachstum der Bevölkerung und die unterschiedlichen wirtschaftlichen Aktivitäten bedingen eine steigende Versiegelung von Flächen.. Zwischen 2000 und 2006 wurden jedoch nur noch 1,3 ha Landfläche pro Tag verbaut, Tendenz fallend.

1.3. Im Altlasten- und Verdachtsflächenkataster vermisst man konkrete Angaben bezüglich der Verdachtsmomente von Flächen, bei denen eine Boden- oder Grundwasserkontamination vorliegen könnte. Hinsichtlich der 11.636 Altlasten- und Verdachtsflächen im Kataster, steht noch Nacharbeit an.

1.4 Es steht ohne Zweifel fest, dass die NO_x-Emissionen die Hauptbelastung im Verkehr darstellen und die Folgen sind eine Gefährdung der öffentlichen Gesundheit. Es fehlt der Hinweis, dass auch andere Treibhausgase u.a. CO und CO₂ durch den Verbrauch an fossilen Energieträgern, zur Verringerung der Lebensqualität beitragen. Außerdem unterliegen die unterschiedlichen Umweltsysteme einem steigenden Stress.

1.5 In der Abfallwirtschaft liegen drei Ebenen der Verwertung vor: Abfallvermeidung, Abfallverwertung und Abfallbeseitigung. Der Hinweis des sehr hohen Aufkommens an Haushaltsmüll pro Einwohner müsste intensivere Folgen haben. In Bezug auf den Bauschutt fehlen konkrete Hinweise auf eine Verminderung der anfallenden Mengen und der nachhaltigen Endlagerung z.B. in Lärmschutzwällen mit integrierter Photovoltaik.

<p>Das Ziel der Politik muss es sein, das Bewusstsein der Verbraucher hinsichtlich des nachhaltigen Umgangs mit den Lebensressourcen in allen Bereichen zu stärken.</p>
--

2. Zu hoher Flächenverbrauch und negative Einflüsse auf die Landschaft und die Biodiversität

Die Studie zeigt neben dem Flächenverbrauch von 1,3 ha pro Tag auf die grundlegende Problematik hinsichtlich der Funktionstrennung und Spezialisierung der Flächen hin.

Durch das Integrative Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept IVL mit welchem die Politik die Bereiche Wohn- und Arbeitsort sowie Freizeit und Mobilität vernetzen soll, kann der Versiegelung der Landschaften vorgebeugt werden. . Aufgrund der begrenzten Fläche muss der nicht erneuerbaren Lebensressource Boden eine größere Bedeutung in allen Politikfeldern zukommen.

**Das nachhaltige Bauen muss derart gesteuert werden,
dass die Lebensqualität und der Schutz der Umwelt gesteigert werden.
Es muss zu einer konsequenten Entkopplung
von Wirtschaftswachstum und Umweltbeeinträchtigungen kommen.**

3. Klimaänderungen infolge des hohen fossilen Energieverbrauchs

Luxemburg hat das Kyoto-Protokoll unterzeichnet und ratifiziert. Trotz Anstrengungen werden wir im Jahr 2012 mehr als das Limit (9,48 Mio. t CO₂äquivalent) emittieren. Nur eine umfassende Energiepolitik, welche eine erhöhte Energieeffizienz und verstärkte Nutzung der erneuerbaren Energien beinhaltet, kann mittel- bis langfristig Abhilfe schaffen. Solch eine Politik führt zu einer verringerten Abhängigkeit in Sachen Energieversorgung und vermindert die Belastung der öffentlichen und privaten Kassen.

4. Entkopplung Wirtschaftswachstum und Energieverbrauch

Das Ziel einer energieeffizienten und nachhaltigen Gesellschaft ist die Entkoppelung der beiden bestimmenden Größen: Bruttoinlandprodukt und Energieverbrauch. Soll sich ersterer erhöhen, so müssen alle Bereiche der Volkswirtschaft ihre Anstrengungen erhöhen, den Energieverbrauch zu vermindern z.B. durch vermehrten Zugriff auf karbonarme Technologien.

Hierzu muss erwähnt werden, dass, im Gegensatz zu anderen europäischen Mitgliedsstaaten der Energieverbrauch der Haushalte nicht den größten Anteil darstellt (Durchschnitt in der EU- 40 %), sondern der Verkauf an Treibstoffen für die LKW- und Automobilflotte. Schätzungsweise 75 % des in Luxemburg verkauften Treibstoffs werden „exportiert“. Die im Ausland entstehenden Emissionen des Treibstoffexports weisen eine besondere Dynamik auf.

Sie machten im Jahr 1990 knapp 15%, im Jahre 2004 bereits rund 41% der Luxemburg insgesamt zugerechneten Emissionen aus. In der Kyoto-Referenzperiode (2008-2012) wird dieser Anteil ohne entscheidende Einschränkungen auf 46 % bis zum Jahr 2012 ansteigen.

Auch wenn in allen Berichten vom Tanktourismus die Rede ist, so bedarf dies doch einer eingehenden Betrachtung. Aufgrund der geographischen Lage Luxemburg als Schnittpunkt mehrerer europäischer Autobahnen hat sich ein gewisses Transittanken eingestellt, man schätzt den Prozentanteil am Gesamtverkauf von Diesel auf xxxx % im Jahr 2008.

Neben dem inländischen Tankprozess wird durch die nahezu 150.000 Grenzgänger, die in Luxemburg zum Wohlstand beitragen, ein hoher Teil an Benzin und Diesel getankt. Dies kann man diesen Menschen, die in der Großregion leben, nicht verwehren.

Davon ausgehend, dass die Akzisen für Diesel und Benzin zu höheren Werten in den kommenden Jahren tendieren, wird der Verbrauch sich zum Teil verringern. Luxemburg kann trotzdem nicht auf die Einnahmen in Höhe von nahezu 1,8 Milliarden € aus diesem Wirtschaftszweig verzichten, ohne nennenswerte Einbußen in seiner Lebensqualität zu erleiden. Es muss zu einem schrittweisen Umdenkprozess kommen.

Damit der Gedanke der Nachhaltigkeit eine stärkere Berücksichtigung findet, wird der Öffentliche Personennahverkehr ÖPNV gegenüber dem motorisierten Individualverkehr MIV verstärkt unterstützt.

Einerseits wird dem Anlegen von P&R-Auffangparkflächen an der Landesgrenze mit den drei Nachbarstaaten ein hoher Stellenwert beigemessen, andererseits wird das Angebot des ÖPNV durch eine verbesserte Infrastruktur erhöht (neue Bahnlinie über Bettemburg nach Esch-Alzette, nach Petingen und Athus sowie neue Bahnlinie für den TGV). Das IVL-Konzept muss sich als Richtschnur für alle Anstrengungen in dieser Richtung erweisen, ohne jedoch die Großregion zu vernachlässigen.

- Die Kapitel**
- 5. Prekarisierung der Bevölkerung**
 - 6. Gefährdung des Zusammenhalts der Gesellschaft**
 - 7. Gefährdung der Öffentlichen Gesundheit und Wohlstandskrankheiten**
 - 8. Alterung der Gesellschaft**
 - 9. Gefahren aufgrund der Weltwirtschafts- und Finanzkrise**
 - 10. Risiko des Verlustes staatlicher Handlungsfähigkeit**

werden zusammen behandelt.

Bei der Prekarisierung handelt es sich nicht ausschließlich um ein Phänomen an den Rändern der Gesellschaft, vielmehr ist sie allgegenwärtig, sowohl im privaten als auch im öffentlichen Bereich. Sie hat die gleichen negativen Auswirkungen auf alle Gruppen der Gesellschaft, wobei diejenige der Arbeitslosen am stärksten leidet.

Es zeigt sich, dass je jünger und qualifizierter die Beschäftigten sind, umso größer ist die Hoffnung, den Sprung in eine Normbeschäftigung zu schaffen.

Damit Luxemburg sich von den bekannten Folgen der Wirtschafts- und Finanzkrise erholen kann, bedarf es der Diversifizierung seiner wirtschaftlichen Grundlagen. Dies bedingt das Aufsuchen von Nischen in den industriellen & technologischen Bereichen u.a. in Nanotechnologien, Biotechnologien, Umwelttechnologien sowie Medizintechnik.

11. Teilen nach Außen: Das Nord-Süd-Gefälle

Bedingt durch die verabschiedeten Herausforderungen mit Blick auf die UN-Millenniumsziele bis 2015 muss sich die westliche Welt verstärkt um die weltweite Entwicklung im Sinne der Nachhaltigkeit und der globalen Sicherheit bemühen. Es darf nicht vergessen werden, dass die Entwicklung in den Ländern des Südens und die globale Sicherheit sehr eng miteinander verzahnt sind.

12. Herausforderungen des Bildungstandes – Qualifizierung

Der Umgang mit der Heterogenität der Schüler bleibt die größte Herausforderung der Luxemburger Schule. Die Verbesserung des Schulerfolgs stellt eine Säule der Bildungspolitik dar. Die andere Säule beinhaltet die Chancengerechtigkeit und sollte jeden Schüler und jede Schülerin entsprechend der Fähigkeiten auf ein höchstmögliches Qualifikationsniveau bringen.

Damit dem Land auch die benötigten Arbeitnehmer mit technischem Wissen zur Verfügung stehen, muss das Bildungssystem die Berufe mit Schwerpunkt auf den neuen Technologien fördern und die Berufsausbildung unterstützen. Angesichts der nachhaltigen Entwicklung unserer Gesellschaft macht es Sinn, diese auch in die Lehrpläne der Gymnasien einzubringen.

13. Defizite an kohärenter Gouvernance

Dem Vorprojekt kann man entnehmen, dass die Autoren auf das Fehlen der Vermittlung des Konzepts Nachhaltigkeit und der sich daraus ergebenden Querschnittsansätze hinweisen. Innerhalb der staatlichen Verwaltungen und Strukturen muss auf horizontaler wie auf vertikaler Ebene eine bessere Abstimmung sprich Koordinierung herrschen, so dass es zur Abstimmung von Maßnahmen und zur Integration wirtschaftlicher, sozialer und ökologischer Belange kommen kann.

Schlussfolgerungen aus dem Kapitel 1

Dem vorliegenden Projekt „Ein nachhaltiges Luxemburg für mehr Lebensqualität“ vom 9. März 2009 liegt die nachhaltige Entwicklung als Richtschnur vor. Es wird an mehreren Stellen auf das gewünschte Wirtschaftswachstum im „Luxemburger Modell“ von 4 % per annum hingewiesen.

Wohlwissend, dass dieses Wachstum in den kommenden Jahren nicht mehr erreicht werden kann und die anstehenden Probleme wie Altersversorgung, Klimawandel und Umweltprobleme nicht wegradiert werden können, muss das Ressourcenbewusstsein und der Wille zum Sparen der natürlichen Ressourcen viel stärker unterstützt werden.

Auch wenn die Stabilität der Finanzen und die Sicherheit der Sozialsysteme ein wesentlicher Bestandteil einer nachhaltigen Politik darstellt, so muss sich die Politik dem Thema der Nachhaltigkeit ebenso widmen, wie sie es bei der Bewältigung der Finanzkrise getan hat, wohlwissend, dass die Lösung der Probleme in Bezug auf die Biodiversität und die Umwelt ungemein schwieriger werden.

Schlussendlich muss noch angeführt werden, dass dieses Vorprojekt geschrieben wurde, ehe die Finanz- und die Wirtschaftskrise die Gesellschaft in ihren Grundfesten erschütterten. Hinzu gesellen sich jetzt auch noch die negativen Konsequenzen des Klimawandels.

Im Kapitel 2 werden die 18 Tendenzen “ Der Weg zum Ziel - wie die Lebensqualität Luxemburg gesichert wird“ erläutert.

Im Kapitel 2 wird die Bewahrung der Fähigkeit der Erde, das Leben in all seiner Vielfalt, der Biodiversität, zu beherbergen, in den Mittelpunkt der Diskussionen gerückt.

Die Grenzen der Belastbarkeit der drei natürlichen Lebensressourcen Boden, Wasser und Luft vor Augen, wird dem Umweltschutz und der Erhöhung der Lebensqualität ein hoher Stellenwert zugemessen.

Alle Beteiligten in den unterschiedlichen Wirtschaftssektoren, sowie schlussendlich auch die Konsumenten, sind aufgefordert, zur Vermeidung und zur Verringerung der Umweltbelastung beizutragen. Es heißt das Wirtschaftswachstum und die Umweltbeeinträchtigungen zu entkoppeln.

1. Der Umweltschutz

1.1. Die natürlichen Ressourcen

Es ist gewusst: sauberes Wasser, gesunde Luft, fruchtbarer Boden und eine artenreiche Pflanzen- & Tierwelt sind die Grundbausteine aller Ökosysteme. Nur durch nachhaltiges Wirtschaften sichern wir langfristig die Erhaltung der Natur als Lebens- und Produktionsgrundlage. Nachhaltige Entwicklung beinhaltet folgende Kernelemente:

1. Die Nutzung der nicht erneuerbaren Ressourcen muss derart gestaltet werden, dass durch die Erhöhung der Ressourcenproduktivität aufgrund verbesserter Technologien und Dienstleistungen, die Wirtschaft wachsen kann, dabei aber der Gesamtverbrauch an Ressourcen vermindert wird.
2. Verstärkte Nutzung erneuerbarer Ressourcen.
3. Bei der Belastung der Umwelt ist sicherzustellen, dass die Emissions- bzw. Immissionswerte unter der tragfähigen Verarbeitungskapazität der natürlichen Lebensressourcen Luft, Boden und Wasser liegen.
4. Der Einsatz von Technologien und Produkten, deren ökologische oder soziale Folgen für die Menschheit nicht abschätzbar sind oder mit irreversiblen Schäden verbunden sein können, ist zu vermeiden.

Wenn dieser Umdenk- und Lenkungsprozess mittel- bis langfristig seine Früchte tragen soll, muss das Verursacherprinzip (pollueur-payeur) umgehend angewandt werden.

Im Vorprojekt wird des Öfteren darauf hingewiesen, dass der Klimaschutz eng mit technologischen Innovationen verbunden ist, die aufgrund von Forschung und Entwicklung angeboten werden. Der Hinweis auf den „New Green Deal“ sollte alle Beteiligten anspornen, die gewünschte wirtschaftliche – soziale - umweltbewusste Modernisierungsstrategie zu unterstützen. Es muss den Bürgern bewusst werden, dass die gegenwärtigen Krisen die Gelegenheit bieten, das nachhaltige Wachstum durch Investitionen in die erhöhte Energieeffizienz und die Nutzung der erneuerbaren Energien zu beflügeln.

Man kann deshalb nur hoffen, dass die Aussagen im Vorprojekt „Ein nachhaltiges Luxemburg für mehr Lebensqualität“ den notwendigen Politikwechsel einläuten, der zu echtem Fortschritt hinsichtlich der Harmonie mit der Umwelt führt.

Ein Kriterium für diesen Aufbruch stellt das „Faktor 4 Konzept“ dar. Es soll zur langfristigen Verdopplung des zu verteilenden Wohlstandes kommen und dies bei gleichzeitiger Halbierung des Ressourcenverbrauchs. Das bedeutet, dass der Verbrauch der natürlichen Ressourcen Boden, Wasser und Luft sich an nachhaltigen Kriterien orientieren muss.

1.2. Nachhaltiger Verbrauch und nachhaltige Produktion

Das Vorprojekt verlangt die Erstellung eines nationalen Aktionsplans für den nachhaltigen Verbrauch in allen Wirtschaftsbereichen. Die Erstellung eines „grünen Verhaltenskodex“ für die Betriebe ist anzustreben, damit ein nachhaltiges und umweltorientiertes Wirtschaften unterstützt werden kann.

Des Weiteren soll es zu einer viel stärkeren Ausrichtung der gesamten Landwirtschaft auf Nachhaltigkeit kommen, d.h. die bereits eingeläuteten Maßnahmen im Bereich des Umweltschutzes müssen ausgeweitet werden.

Ziel ist die Erstellung einer geeigneten Datengrundlage, damit die Fortschritte auf dem Weg der nachhaltigen Politik erkannt und bevorzugt unterstützt werden können. Die Schaffung sowie die Förderung dieser nationalen Umwelt-Buchhaltung kann eine wichtige Stütze darstellen. Ausgehend von dieser Datenbasis sollen anschließend artgerechte Produktionsmethoden entwickelt und das Verbraucherverhalten beeinflusst werden.

Die integrierte Landbewirtschaftung soll generalisiert werden. Neben der Stützung der heimischen landwirtschaftlichen Produkte sollen auch die regionalen Produkte vermehrt dem Verbraucher zugeführt werden. Pilotprojekte in den Schulen können hierbei eine wichtige Rolle spielen.

1.3. Die nachhaltige Entwicklung der Raumstruktur und nachhaltige Raumnutzung

Wenn der zur Verfügung stehende Raum auf eine verantwortungsvolle Art genutzt wird, kommt es zur Erhöhung der Lebensqualität der Bevölkerung. Es sollte Wert darauf gelegt werden, die Wirtschaftskreisläufe zu stärken und die kurzen Wege zwischen den Bereichen Wohnen, Arbeit, Freizeit und Nahversorgung zu bevorzugen.

Basierend auf dem IVL sollen die „plans sectoriels“ in den Bereichen Landschaft, Wohnen, Aktivitätszonen und Mobilität aufeinander abgestimmte, nachhaltige Lösungen aufweisen.

Ebenfalls sollen die kommunalen Flächennutzungspläne PAG, welche schnellstmöglich verabschiedet werden müssen, sich an den Grundsätzen einer nachhaltigen Landesentwicklung orientieren. Um der Ausuferung unserer Gemeinden einen Riegel vorzuschieben muss es vermehrt zum Wohnungsbau inmitten der Dorf- und Stadtkerne kommen und die bestehenden Baulücken erschlossen werden. Der Pacte Logement zwischen Staat und Gemeinden liefert hierzu gute Voraussetzungen.

1.4. Der Klimaschutz und die Begrenzung der Wirkungen auf die Umwelt.

Angesichts der bekannten schleichenden Konsequenzen des Klimawandels und der nicht nachhaltigen Energieversorgung mit vornehmlich fossilen Energieträgern, muss es zu einem Umdenken hinsichtlich der Reduzierung der Treibhausgasemissionen kommen.

Die Verringerung (mitigation) und die Anpassung (adaptation) des CO₂-Austoßes werden hohe Kosten verursachen. Damit es zu einer konsequenten Umsetzung in den einzelnen Wirtschaftsbereichen hinsichtlich der Verringerung des Energieverbrauchs kommt, bedarf es des politischen Willens.

Der Staat muss eine Vorreiterrolle übernehmen und dafür Sorge tragen, dass in den Gebäuden der Energieverbrauch möglichst begrenzt wird. Dies gilt ebenfalls für die Gemeinden. Allgemein sollten bei Neubauten die Kategorien A und B Vorschrift sein.

Der Erhöhung des Anteils an erneuerbaren Energien am Gesamtverbrauch auf mindestens 11% bis 2020 muss höchste Priorität eingeräumt werden. Vorrangig genutzt werden müssen die Biomasse (Holz aus den Wäldern und die anfallende Biomasse auf den Bauernhöfen) und die Windenergie (laut dem zu erstellenden „plan sectoriel centrales éoliennes“) sowie die Solarenergie über den Weg der Solarkollektoren. Die Beteiligung Luxemburgs an sinnvollen, länderübergreifenden Projekten in diesem Bereich ist anstrebenswert.

1.5. Die Entkopplung von Wirtschaftswachstum und Verkehrsnachfrage

Das IVL verlangt neben der effizienten Landesplanung eine nachhaltige Entwicklung durch die Schaffung eines leistungsfähigen Öffentlichen Personennahverkehrs.

Es müssen vor allem die dafür notwendigen Infrastrukturen im Bereich des Personen- und Güterverkehrs unter dem Aspekt des nationalen, des grenzüberschreitenden und des internationalen Verkehrs erstellt werden. Durch das Anlegen der P&R-Auffangparkingflächen an den Landesgrenzen sowie an den Peripherien der Ballungsgebiete sollen die Pendler dazu angeregt werden, auf den Öffentlichen Personennahverkehr umzusteigen.

Anschließend müssen die Grundlagen für eine wachsende Entkopplung von Wirtschaftswachstum und Verkehrsnachfrage erstellt werden, damit eine nachhaltige Verkehrsentwicklung mit Blick auf die gesteigerte Nachfrage des Öffentlichen Transports durchgeführt werden kann. Das Ziel aller Maßnahmen muss es sein, mittelfristig den Modal-Split 25:75 zu erreichen. Ebenfalls soll es zur Stärkung der sanften Mobilität sowohl im urbanen Bereich als auch in den ländlichen Regionen kommen.

Im weiteren Verlauf der Überlegungen soll dem Elektroverkehr ein höheres Augenmerk gewidmet werden.

2. Die soziale Gerechtigkeit und Zusammenhalt

2.1. Die Vollbeschäftigung

2.2. Die Prekarisierung vermeiden; den Zugang zu Gerechtigkeit und Wirksamkeit des Sozialschutzes

2.3. Die Integration der nicht-luxemburgischen Mitbürger und der Grenzgänger

2.4. Die Gesundheit sichern, mehr Lebensqualität, besserer Schutz

vor Gesundheitsgefährdungen

2.5. Beschäftigung der älteren Arbeitnehmer.

Die Elemente des Kapitels 2 sollen laut der parlamentarischen Kommission für die Nachhaltige Entwicklung zu einem späteren Zeitpunkt mit den zuständigen Partnern besprochen werden.

3. Der wirtschaftliche Wohlstand

3.1. Die Wirtschaft krisensicherer gestalten

Ein weiteres Ziel der nachhaltigen Entwicklung stellt die Förderung einer innovationsfreudigen, wissensbasierten, wettbewerbsfähigen und ökologisch effizienten Wirtschaft dar. Sie ermöglicht den hohen Lebensstandard der MitbürgerInnen, unterstützt das Erreichen der Vollbeschäftigung und zeichnet sich durch hohe Qualität der Arbeitsplätze aus.

Damit diese Gesellschaft auf tragfähigen Pfeilern beruhen kann, bedarf es der horizontalen Verflechtung aller Ministerien in punkto nachhaltige Entwicklung, die bestehende interministerielle Kommission CIDD muss hier eine Führungsrolle übernehmen.

Die Kohärenz zwischen den einzelnen, oft unterschiedlich ausgerichteten Politikfeldern soll die Wirtschaft krisensicherer gestalten, die Wettbewerbsfähigkeit verbessern und die wirtschaftliche Diversifikation ausbauen.

Wenn diese Politik Früchte tragen soll, dann nur, wenn der Umweltschutz wie bereits angedeutet in den staatlichen Verwaltungen und den Gemeinden, sowie in allen Unternehmen Einzug hält und die Umweltechnologien als ein neues Standbein der Wirtschaft entdeckt werden, so wird es auch zur Schaffung von neuen dauerhaften Arbeitsplätzen kommen.

Um die erneuerbaren Energien auf breiter Front zu nutzen, bedarf es hoher finanzieller Mittel. Die Schaffung eines öffentlichen Fonds zur Unterstützung der Entwicklung sowie der Nutzung in den einzelnen Segmenten der Wirtschaft kann die Anschubfinanzierung unterstützen.

Damit der Umbau hin zur nachhaltigen Entwicklung durchgeführt werden kann, bedarf es der Forschung und Entwicklung von Gütern und Dienstleistungen, bei denen die externen Kosten, sich permanent reduzieren.

Das Zusammenspiel zwischen der Universität, den Forschungszentren, dem Nationalen Forschungsprogramm sowie der Industrie und den Klein- & Mittelunternehmen sollte hierbei verstärkt zum Tragen kommen.

3.2. Die Zukunftsfähigkeit der Finanzen

Bedingt durch die aktuelle schwierige Lage der Staatsfinanzen, muss die Sicherung von langfristig ausgeglichenen Finanzen die vorrangige Aufgabe der Politik werden, denn nur so kann das Luxemburger Sozialmodell aufrecht erhalten werden.

Den Umbau in die nachhaltige Gesellschaft schaffen wir nur, wenn die ökologischen, sozialen und ökonomischen Gesichtspunkte in den Vordergrund gerückt werden.

Darüber hinaus muss es das Ziel der Politik sein, die langfristige Absicherung des Staatshaushalts durch eine Verringerung der Abhängigkeit von unbeständigen und/oder stark schwankenden Einnahmen zu erzielen.

Es wird deshalb nötig sein, durch einen langwierigen Gestaltungsprozess die Wirtschaft zu diversifizieren, sodass auf die Einnahmen aus dem „*Tanktourismus*“ mittelfristig verzichtet werden kann.

Bringt dieser Bereich zurzeit noch hohe Einnahmen für den Staat und fallen die Ausgaben für den Kyoto-Fonds noch nicht massiv aus, so wird sich dieser Tatbestand mittelfristig stark ändern.

Man sollte außerdem sämtliche staatliche Subventionen unter wirtschaftlichen, sozialen und umweltschützerischen Gesichtspunkten analysieren und hinterfragen.

4. Die soziale Gerechtigkeit und Zusammenhalt

4.1. Beiträge zur Beseitigung der Armut

Die Völkergemeinschaft muss Sorge tragen, dass weltweit die Armut beseitigt wird. Hierzu muss die luxemburgische Entwicklungszusammenarbeit in den Zielländern weiter ausgebaut werden, dies unter Berücksichtigung von sozialen und ökologischen Kriterien und der Korruption der führenden Machthaber.

4.2. Förderung einer globalen nachhaltigen Entwicklung

Der Kampf gegen Armut und für weltweit bessere Lebensbedingungen ist eine der wichtigsten Aufgaben der internationalen und ebenfalls der luxemburgischen Politik. Die Bekämpfung der Armut ist ein übergeordnetes Ziel und stellt das Querschnittsthema der luxemburgischen Entwicklungszusammenarbeit dar.

5. Bildung

5.1. Bildung für nachhaltige Entwicklung

Die Bildung mit Blick auf die nachhaltige Entwicklung stellt die Voraussetzung für den gewünschten gesellschaftlichen Wandel dar. Die Integration der nachhaltigen Entwicklung als ein fachübergreifendes Bildungsziel sowohl im schulischen als auch im außerschulischen Bereich ist die Voraussetzung für diesen Wandlungsprozess. Eine gute Bildung stellt aber auch die Voraussetzung für die Vermeidung von Prekarisierung und der Überwindung von Armut dar. Durch die permanente lebensbegleitende Weiterbildung sollen den Arbeitnehmern alle Chancen gegeben werden, sich auf dem verändernden Arbeitsmarkt zu bestehen.

Die kurzfristige Erarbeitung einer Strategie für die nachhaltige Entwicklung in Zusammenarbeit mit der Universität Luxemburg wird diesen Prozess beschleunigen.

6. Gleichstellung von Frauen und Männern

Die Gleichstellung von Frauen und Männern stellt ein übergreifendes Qualitätsziel des Nachhaltigkeitsplans dar, das „gender mainstreaming“ wird als Querschnittsaufgabe angesehen.

7. Kohärenz der Politik und Integrative Politikgestaltung

Die Förderung der Kohärenz der gesamten Politik und ihrer nachgelagerten Maßnahmen müssen die nachhaltige Entwicklung auf lokaler, regionaler, nationaler und weltweiter Ebene fördern. Die

drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung, Wirtschaft, Soziales und Umwelt werden in Einklang gebracht, da sie nicht im Widerspruch stehen sondern sich ergänzen und verstärken.

Die Beteiligung aller Ministerien und der untergeordneten Behörden sowie der Gemeinden und der Syndikate, der Bürger und Bürgerinnen an der Entscheidungsfindung stellt die wichtigste Voraussetzung dar. Dies bewirkt somit die Berücksichtigung des Nachhaltigkeitsprinzips und der Qualitätsziele nachhaltiger Entwicklung in allen Politikbereichen.

Im Konkreten wird verlangt, dass bei besonders relevanten Gesetzen eine „fiche d’impact“ auf die Umwelt, das sogenannte „Integrated Sustainability Assessment“ ISA, beigefügt werden muss.

Schlussfolgerungen aus dem Kapitel 2

Durch die integrierte Betrachtung der wirtschaftlichen und der sozialen sowie der umweltschützerischen Aspekte soll die Analyse des Regierungsprogramms mit dem Ziel der Identifizierung von einschlägigen Folgewirkungen auf die Gesellschaft untersucht werden.

Kapitel 3 Das Monitoring

Das Vorprojekt des Nachhaltigkeitsplans „Ein nachhaltiges Luxemburg für mehr Lebensqualität“ braucht, um glaubwürdig und politisch wirksam zu werden, ein dreistufiges Monitoring.

Dies soll es erlauben, die negativen Einflüsse rechtzeitig zu erkennen und die Maßnahmen zu ergreifen, um die angestrebten Ziele zu erreichen. Es wird beständig nachgefragt, ob die geplanten Maßnahmen eingeleitet wurden, ob sie schon wirksam sind und ob es denn die richtigen Maßnahmen sind. Letztendlich soll der Nachhaltigkeitsplan so ausgeführt werden, dass er mit den Nachhaltigkeitsindikatoren sinnvoll ergänzt werden kann.

Durch die Festlegung einer Strategie zur Realisierung der nachhaltigen Entwicklung unterscheiden wir zwischen folgenden Typen:

- Durch die Effizienz-Strategie sollen verringerte Energie- und Materialverbräuche erzielt werden, vor allem durch technologische Innovationen.
- Die Konsistenzstrategie hat die Kreislaufwirtschaft zum Ziel. Alle Abfallstoffe sollen wieder als Grundlage neuer Produkte eingesetzt werden um so einen verlustarmen Stoffwechselkreislauf zu ermöglichen.
- Die Suffizienzstrategie soll bewirken, dass die Gesellschaft insgesamt weniger an Ressourcen verbraucht und die Umwelt stärker entlastet.

Fazit

Nur eine innovationsorientierte Nachhaltigkeitspolitik wird zu mehr Lebensqualität und zur Reduzierung der Umweltbelastungen führen. Wir sollten nach dem Motto „Think global, but act local“ handeln und vermehrt auf die erhöhte Energieeffizienz und die Nutzung der erneuerbaren Energien setzen, was auch zur Verringerung der Energieabhängigkeit von Drittstaaten führen wird.

Dies führt langfristig zu einer besseren sozialen Integration und zu mehr Gerechtigkeit in der globalen Gesellschaft.